

# Du bon usage du boycott d'Israël

AVRAHAM B. YEHOSHUA ECRIVAIN 16 JUIN 2015 À 17:56



Une Palestinienne travaille dans l'usine israélienne Sodastream, en janvier 2014. (Photo : Menahem Kahana. AFP)

**TRIBUNE**

## La pression internationale sur le gouvernement israélien ne doit pas faiblir et reste le moyen le plus efficace de relancer des négociations.

Au cours des dernières semaines, nous assistons à une nette incitation au boycott d'Israël. Que ce soit à l'égard des produits fabriqués dans les colonies implantées dans les Territoires palestiniens ou d'Israël même, ou par l'annulation d'accords commerciaux avec des entreprises israéliennes (à l'instar de la compagnie française Orange). Sans oublier, bien sûr, le boycott d'artistes, de chanteurs, de metteurs en scène et d'écrivains annulant leur visite en Israël, ou participant à des assemblées de condamnation d'Israël, un peu partout dans le monde. Ces campagnes s'ajoutent à l'entreprise incessante, et de plus en plus ample, d'associations estudiantines et d'intellectuels de la gauche européenne et américaine. En outre, s'y joignent, bien sûr, des Palestiniens et des musulmans arabes établis de manière permanente hors de leurs pays d'origine.

Au début, Israël a négligé les premiers signes de ce boycott. Après tout, dans les années 50 et 60, avant même la guerre des Six Jours, alors qu'Israël était un petit pays faible, économiquement et politiquement, tous les Etats arabes avaient tenté d'organiser un boycott total du pays, en particulier dans le domaine économique, mais qui a échoué, faute que les pays occidentaux le suivent. La mémoire de la Shoah pesait encore sur la conscience collective, et Israël passait alors, et à juste

titre, pour une démocratie en lutte pour son existence face à des dictatures arabes dont la puissance économique ne profitait guère à leurs citoyens.

Toutefois, la campagne actuelle de boycott est entièrement différente de la précédente, et vise un Israël qui a changé.

Certes, le pays peut encore se prévaloir d'être «*l'unique démocratie au Proche-Orient*», mais l'histoire de ce siècle nous enseigne que les démocraties peuvent être, aussi, responsables d'occupations et de graves exactions à l'encontre d'autres peuples, comme ce fut le cas de la démocratie française en Algérie, ou de l'agression américaine au Vietnam et, plus récemment, en Irak. C'est pourquoi le caractère relativement démocratique d'Israël ne l'immunise pas contre des injustices commises à l'égard des Palestiniens et le maintien sous occupation militaire et civile de tout un peuple depuis près d'un demi-siècle.

C'est ainsi que ce nouveau boycott est né, qui ressemble, à certains égards, à celui lancé contre l'Afrique du Sud en son temps, afin d'obliger Israël à changer de politique et, en premier lieu, à stopper l'expansion des colonies sur le territoire palestinien, base d'un futur Etat palestinien.

Au demeurant, parmi les nouveaux partisans du boycott, certains se montrent horrifiés par l'extrémisme islamiste et par le chaos régnant dans tout le monde arabe. Beaucoup d'entre eux sont, aussi, conscients de cette réalité, triste et frustrante, qu'après le retrait d'Israël de la bande de Gaza, le Hamas n'a pas œuvré au relèvement du territoire et au bien-être de ses habitants, mais s'est consacré à l'acquisition massive d'armements, ce qui se traduit, à l'occasion, par des tirs de missiles sur des localités civiles israéliennes.

Ils comprennent aussi que l'apartheid sud-africain n'a rien à voir avec le régime d'occupation en Cisjordanie : les Noirs d'Afrique du Sud ne visaient pas le départ des Blancs mais aspiraient à une jouissance égale des droits civiques. Alors que le conflit avec les Palestiniens est plus complexe et plus inexpiable, car, chez ces derniers, ceux qui persistent à nier le droit à l'existence d'Israël ne sont pas rares. Néanmoins, les injustices évidentes que l'Etat juif continue à infliger aux Palestiniens révoltent non seulement les adversaires traditionnels des juifs et des Israéliens, mais aussi ceux qui reconnaissent le droit moral d'Israël à exister.

C'est pourquoi, l'érosion permanente du peu de territoire (un quart seulement de la Palestine originelle) laissé aux Palestiniens, à cause des colonies, doit cesser, y compris de l'avis de nombreux Israéliens et juifs, et c'est la raison pour laquelle ce mouvement prend de l'ampleur. Il va de soi que, comme dans tout mouvement de masse de ce genre, se mêlent au souci sincère pour les droits des Palestiniens de vieilles obsessions antisémites et des revendications islamistes fondamentalistes, niant le principe même d'existence d'un Etat d'Israël.

Comme on pouvait s'y attendre, le gouvernement israélien tire profit de cette complexité, afin de condamner et de vilipender les boycotteurs, toutes tendances confondues. Une loi a même été votée qui rend tout Israélien exprimant son soutien au boycott d'une institution ou d'une localité israélienne passible de poursuites judiciaires. Ce qui n'a pas empêché plusieurs milliers d'Israéliens de déclarer leur soutien au boycott spécifique de toutes les colonies.

On ne peut nier qu'il est difficile d'avoir de la sympathie pour des boycotteurs violents, qui font irruption dans des supermarchés en Europe et jettent à bas des produits israéliens des rayonnages. Il n'est pas plus agréable de constater que des artistes étrangers commencent à exprimer des opinions hostiles à l'existence même d'Israël. Mais, d'un autre côté, il est urgent que la communauté internationale exerce une pression sur Israël pour qu'il mette fin aux colonies dans les Territoires palestiniens, avant même d'entamer des pourparlers si complexes sur les conditions de la paix et d'un accord entre Israël et les Palestiniens.

Si les gouvernements européens éclairés se préoccupent que ces mouvements populaires et consternants cessent, ils doivent, de leur côté, exercer une pression sur Israël pour qu'il mette fin aux colonies, car cette mesure est susceptible d'offrir un climat favorable en vue de la négociation souhaitée avec les Palestiniens, sur le modèle du consensus international, que même le gouvernement israélien a accepté : deux Etats pour deux peuples.

Dernier ouvrage paru : «Rétrospective» (roman), Grasset 2012, traduit de l'hébreu par Jean-Luc Allouche.

**Avraham B. YEHOSHUA Ecrivain**